



Rapport 2019-DEE-17

14 mai 2019

du Conseil d'Etat au Grand Conseil relatif au postulat 2018-GC-179 Moussa Elias/Gapany Johanna – Santé économique du canton: la compétitivité en jeu

Nous avons l'honneur de vous soumettre un rapport faisant suite directe au postulat des députés Elias Moussa et Johanna Gapany concernant la compétitivité du canton, et contenant les points suivants.

1. Introduction	1
2. Réponse du Conseil d'Etat	1
2.1. Comparaison des taux de croissance du PIB avec les autres cantons suisses	1
2.2. Notion de «compétitivité» au sens entendu par le Conseil d'Etat et outils de mesure	2
2.3. Pistes financières envisagées par le Conseil d'Etat pour augmenter la compétitivité cantonale	4
2.3.1. Fiscalité	4
2.3.2. Infrastructures	5
2.3.3. Formation	5
2.3.4. Mesures de soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat	6
2.4. Outils financiers envisagés par le Conseil d'Etat afin d'améliorer la compétitivité cantonale et mesurer les objectifs présentés dans le plan financier 2018–2021 et utilisation éventuelle d'un mécanisme du type du filtre Hodrick-Prescott	6
3. Conclusion	7

1. Introduction

Par postulat déposé et développé le 17 décembre 2018, les députés Elias Moussa et Johanna Gapany demandent au Conseil d'Etat de clarifier la situation à propos de la compétitivité du canton, ainsi que de sa politique d'investissements et d'esquisser des pistes susceptibles de permettre l'amélioration la compétitivité cantonale.

A travers ce postulat, les auteurs demandent un rapport mettant en lumière les éléments suivants:

1. Comparaison des taux de croissances du PIB avec les autres cantons suisses;
2. Notion de «compétitivité» au sens entendu par le Conseil d'Etat et outils de mesure;
3. Pistes financières envisagées par le Conseil d'Etat pour augmenter la compétitivité cantonale (basées sur les trois piliers: fiscalité, formation, infrastructures);
4. Outils financiers envisagés par le Conseil d'Etat afin d'améliorer la compétitivité cantonale et mesurer les objectifs présentés dans le plan financier 2018–2021 et utilisation éventuelle d'un mécanisme du type du filtre Hodrick-Prescott.

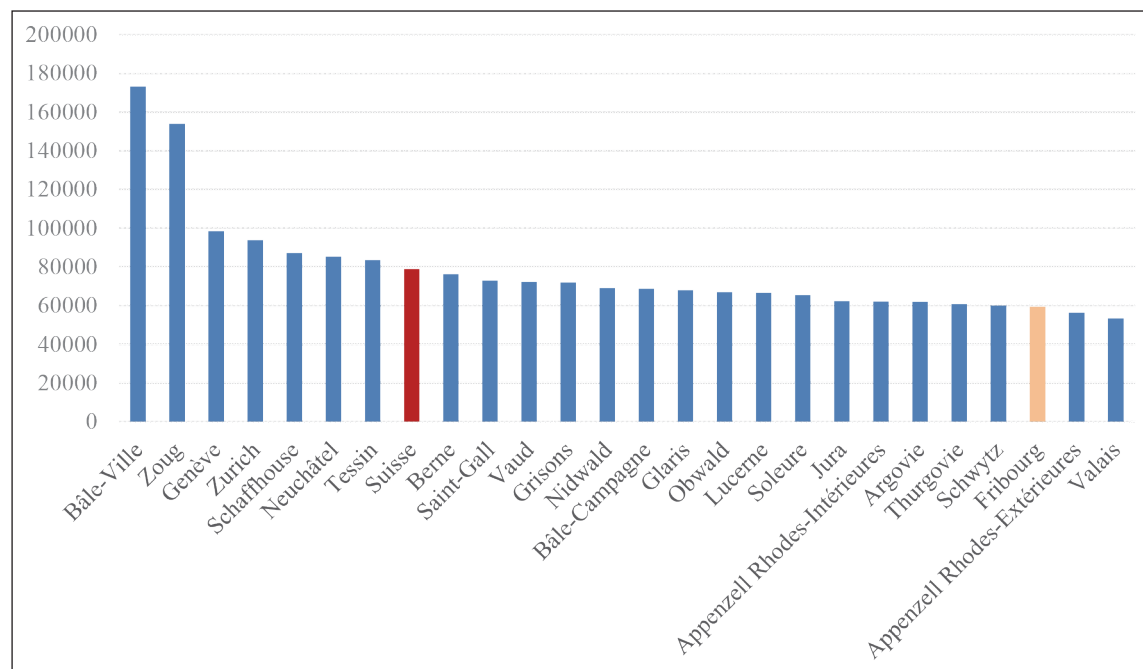
2. Réponse du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat dispose actuellement des informations suffisantes permettant de répondre aux attentes des postulants.

2.1. Comparaison des taux de croissance du PIB avec les autres cantons suisses

La comparaison intercantonale des PIB se base sur le PIB par habitant. Comme le montre la figure 1, selon les dernières données disponibles, le canton de Fribourg se situait en 2016 au 23^e rang. Il importe néanmoins de relativiser cette situation par l'importance du développement démographique du canton de Fribourg – en comparaison avec d'autres cantons – qui grève les résultats étant donné que la valeur du PIB est divisée par le nombre d'habitants. Il convient d'estimer la performance économique du canton sur la base d'indicateurs fiables dont le choix dépend fortement de ce que l'on entend par «compétitivité économique». A cet effet, les postulants posent avec raison la question de savoir ce que le Conseil d'Etat entend par «compétitivité».

Figure 1: PIB/habitant des cantons suisses (en CHF, à prix courants, 2016)



Source: Service de la statistique de l'Etat de Fribourg, basé sur les données de l'OFS (2019)

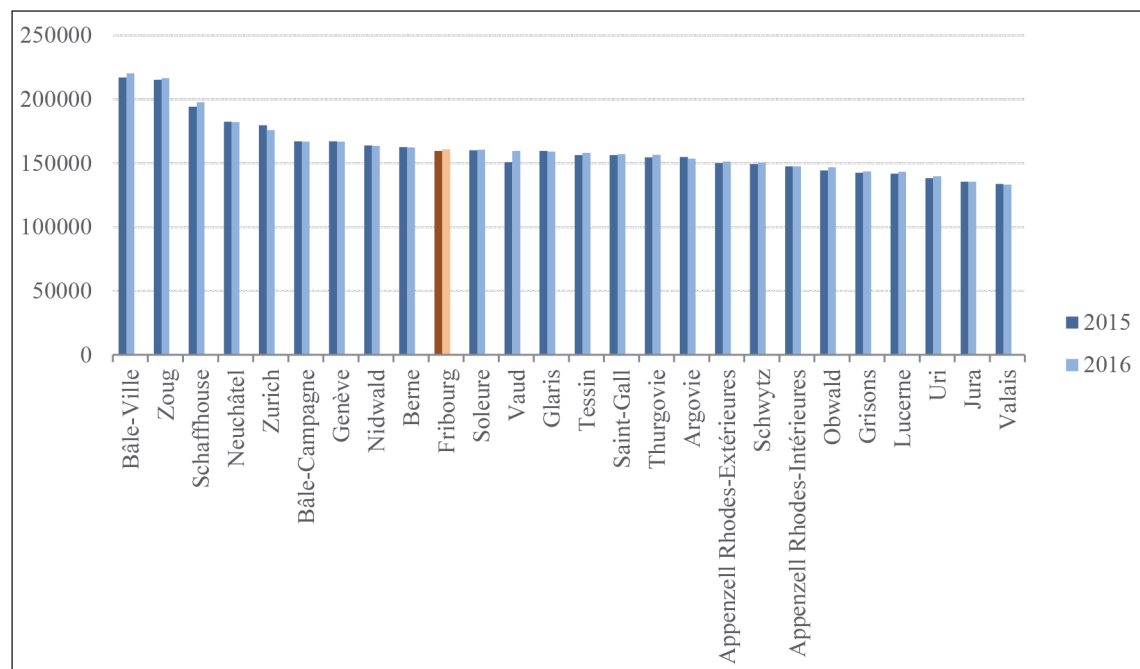
2.2. Notion de «compétitivité» au sens entendu par le Conseil d'Etat et outils de mesure

Selon le professeur Michael Porter de l'Université de Harvard (USA), spécialiste de renommée mondiale en matière de compétitivité, une nation ou une région est compétitive dans la mesure où les entreprises – confrontée à la concurrence locale et/ou étrangère – enregistrent des niveaux élevés et croissants de productivité tout en maintenant et en améliorant le standard de vie de la population (Michael Porter, 2013)¹. Le World Economic Forum (WEF) corrobore cette définition en indiquant «nous définissons la compétitivité en tant qu'ensemble comprenant les institutions, les politiques et les facteurs qui déterminent le niveau de productivité d'une économie qui ensuite détermine le niveau de prospérité d'une économie» (traduction) (WEF, 2016, p.4²). La productivité des entreprises permet la création de valeur qui se reflète dans le revenu d'un territoire mesuré par son PIB. Le PIB par emploi en équivalent plein temps (PIB/EPT) des cantons suisses constitue une bonne approche afin d'estimer et de comparer les performances cantonales en matière de productivité (figure 2). En 2015, le canton de Fribourg se situait au 12^e rang, soit devant des cantons tels que Vaud, Jura et Valais. Entre 2015 et 2016, le PIB/EPT fribourgeois s'est amélioré de 0.86%, faisant passer le canton au 10^e rang.

¹ https://www.hbs.edu/faculty/Publication%20Files/2013-1024---ICIC_Economic_Summit---Michael_Porter_b2c4d06f-c383-4a4f-a87b-7258301814b3.pdf

² WEF, Global Competitiveness Report 2016-2017, Geneva, 2016, p.4

Figure 2: PIB/équivalent plein temps des cantons suisses (en CHF, à prix courants, 2015 et 2016)



Source: Service de la statistique de l'Etat de Fribourg, basé sur les données de l'OFS (2019)

Notes: Taux de croissance calculé selon la formule $(E_t - E_{t-1}) / E_{t-1}$; p: les données pour 2016 sont provisoires; les secteurs et industries sont classifiés selon la nomenclature NOGA 2008; la définition des secteurs et industries est basée sur celles de l'OFS.

S'agissant des outils de mesure complémentaires de performance économique, le Conseil d'Etat dispose notamment de résultats développés régulièrement par le Centre de recherche sur la compétitivité de l'Université de Fribourg. Les principaux indicateurs sont, outre le PIB par habitant, la valeur ajoutée par emploi, la croissance de l'emploi, les brevets et la création d'entreprises.

Par exemple, concernant l'évolution de l'emploi, sujet faisant l'objet de préoccupations permanentes, une récente étude du Centre de recherche sur la compétitivité de l'Université de Fribourg portant sur la période 2011–2016 (données de l'OFS de 2019) montre une croissance continue de l'emploi dans le canton de Fribourg avec des valeurs supérieures à celles enregistrées par l'économie suisse en moyenne (tableaux 1 et 2).

Tableau 1: Taux de croissance de l'emploi par secteurs économiques ainsi que pour les industries manufacturières pour la Suisse (2011–2016p)

Suisse	2011–2012	2012–2013	2013–2014	2014–2015	2015–2016p
Primaire	-1,47%	-1,64%	0,14%	-1,11%	-1,28%
Secondaire	0,30%	0,45%	0,19%	-1,17%	-0,94%
Manufacturier	-0,26%	-0,17%	-0,43%	-1,86%	-1,47%
Tertiaire	1,36%	1,63%	1,66%	1,25%	1,40%
Total	1,02%	1,25%	1,29%	0,65%	0,82%

Source: Centre pour la compétitivité, basé sur les données de l'OFS (2019).

Tableau 2: Taux de croissance de l'emploi par secteurs économiques ainsi que pour les industries manufacturières pour le canton de Fribourg (2011–2016p).

Canton de Fribourg	2011–2012	2012–2013	2013–2014	2014–2015	2015–2016p
Primaire	-0,19%	-0,53%	-0,09%	-0,43%	-1,80%
Secondaire	0,95%	1,94%	1,53%	-1,01%	1,27%
Manufacturier	-0,16%	0,99%	0,61%	-1,70%	0,03%
Tertiaire	1,77%	2,43%	2,24%	1,57%	1,13%
Total	1,43%	2,12%	1,92%	0,79%	0,99%

Source: Centre pour la compétitivité, basé sur les données de l'OFS (2019).

Notes: Taux de croissance calculé selon la formule $(E_t - E_{t-1})/E_{t-1}$; p: les données pour 2016 sont provisoires; les secteurs et industries sont classifiés selon la nomenclature NOGA 2008; la définition des secteurs et industries est basée sur celles de l'OFS.

Dans le secteur manufacturier, particulièrement observé dans le cadre des interrogations liées à une éventuelle désindustrialisation de l'économie suisse, on remarque que le canton de Fribourg n'a pas enregistré de baisse significative de l'emploi sur l'ensemble des périodes considérées, contrairement à la moyenne suisse qui montre une baisse dans ce secteur à chacune de ces périodes.

Concernant la création de nouvelles entreprises, indicateur dynamique de la performance d'un territoire, les données 2018 de l'OFS pour l'année 2015 montre qu'en terme du nombre d'entreprises créées pour 1000 équivalents plein temps, le score du canton de Fribourg est supérieur à la moyenne suisse et aux résultats des autres cantons romands à l'exception du canton de Vaud.

Comme l'indiquent les postulants, le fer de lance de la compétitivité se situe au niveau de l'innovation. Selon les données de l'OCDE (2018), les informations les plus récentes reposent sur le dépôt des brevets en 2013. Certes, s'agissant du nombre de brevets déposés pour 1000 équivalents plein temps en fonction du lieu de résidence des inventeurs, le canton de Fribourg se situe au 15^e rang. En revanche, s'agissant du nombre de brevets déposés pour 1000 équivalents plein temps en fonction du lieu des déposants (il s'agit principalement des entreprises), le canton de Fribourg se situe au 7^e rang. On constate qu'un nombre significatif de brevets sont déposés par des entreprises sises dans le canton.

Eu égard à ces résultats, on ne peut pas conclure que le canton de Fribourg a enregistré une baisse de son niveau de compétitivité. Cependant, comme le relèvent les postulants, il est nécessaire de consolider la structure économique du canton afin de renforcer l'innovation et la création de valeur notamment dans le cadre des mutations engendrées par la digitalisation de l'économie. La volonté du Conseil d'État de renforcer la qualité du capital territorial du canton a pour vocation de favoriser les entreprises en place, de stimuler la création de nouvelles entreprises et d'attirer sur le territoire cantonal des entreprises sises dans d'autres cantons ou à l'étranger. Cette orientation de politique économique est essentielle-

ment d'ordre microéconomique et porte l'attention sur les structures économiques (notamment les infrastructures) et les acteurs économiques (entreprises, instituts de recherche, hautes écoles, etc.). A noter que la stratégie poursuivie en matière d'implantation d'entreprises fera l'objet du rapport 2017-DEE-78 relatif au postulat 2016-GC-12 Fellmann Sabrina, Dietrich Laurent, Stratégie globale et coordonnée du développement économique, spécifiquement sur la question de l'implantation des entreprises dans le canton de Fribourg.

2.3. Pistes financières envisagées par le Conseil d'Etat pour augmenter la compétitivité cantonale

Le Conseil d'Etat a défini dans le cadre du Programme gouvernemental et plan financier de la législature 2017–2021 (chapitre 1.1.) les mesures qu'il entendait mettre en place pour stimuler la compétitivité cantonale, selon l'orientation de politique économique décrite ci-avant.

2.3.1. Fiscalité

En particulier, le Conseil d'Etat entend favoriser le développement des sociétés existantes, et des PME en particulier, et l'implantation de nouvelles entreprises par le biais d'une fiscalité adaptée. La loi relative à la réforme fiscale cantonale, qui s'inscrit dans le contexte de mise en œuvre de la RFFA (i.e. réforme fiscale et le financement de l'AVS sur le plan fédéral) a été acceptée par le Grand Conseil le 13 décembre 2018. Cette loi doit doter notre canton de conditions cadres attractives sur les plans suisse et international. La stratégie repose essentiellement sur une baisse significative de l'impôt sur le bénéfice des entreprises et vise un taux d'impôt effectif de l'ordre de 13,72%. En comparaison intercantonale, ce taux placera certes notre canton en 16^e position, mais les différences entre les cantons seront faibles. Les entreprises, notamment les PME, pourront revendiquer des déductions supplémentaires en matière de recherche et développement, ceci afin de les encourager à innover. On précisera que cette réforme comprend aussi un volet social et des mesures

financières en faveur des communes pour leur permettre de faire face aux baisses de recettes fiscales auxquelles elles seront confrontées durant les premières années de la réforme. A noter que le peuple fribourgeois sera appelé à se prononcer sur cette loi, une demande de referendum ayant abouti.

2.3.2. Infrastructures

Outre la réforme de la fiscalité des entreprises, le Conseil d'Etat souhaite renforcer le service aux entreprises par la mise à disposition, en particulier par les hautes écoles, de prestations permettant d'améliorer leur positionnement sur de nouveaux marchés. Dans cette optique, des investissements particuliers en faveur de blueFACTORY ont été consentis en termes d'infrastructures, ainsi que pour des plateformes technologiques thématiques (projets de contenu), situées sur le site (SLL, SICHH, BCC et Innosquare). Le plan d'affectation cantonal, prévoyant l'exploitation du site comme quartier d'innovation, est entré en force en 2018. Il doit permettre le développement de partenariats avec l'économie privée et le transfert de compétences vers les entreprises. Le Grand Conseil a accepté en 2018 le crédit relatif au projet de bâtiment expérimental smart living building (SLB), issu du centre de recherche et développement dédié à l'habitat du futur smart living lab (SLL). Au vu du rythme de croissance important de ce dernier, le Conseil d'Etat a accepté un agrandissement de 1000 m² de sa surface, et décidé une rallonge de 5 millions pour ce faire. L'enveloppe prévue dans le cadre de la convention passée avec l'EPFL passe ainsi de 20 à 25 millions. Le SLB permettra la mise en application de concepts et technologies développés au sein du SLL. Les expérimentations développées pourront être initiées par les chercheurs du SLL, issus à la fois de la HES-SO//FR, de l'Université de Fribourg et de l'EPFL, mais aussi par des partenaires privés.

Le Conseil d'Etat a également défini sa stratégie de soutien au domaine agroalimentaire en créant une structure de pilotage impliquant la DEE, la DIAF et la DAEC, et un groupe de projets dédié au développement de la filière. En mars 2017, l'Etat a racheté à l'entreprise Elanco 277 000 m² de terrains affectés en zone d'activités et 986 000 m² de terrains agricoles à Saint-Aubin. En 2019, un investissement de 1,7 million de francs a été consenti sur ce site pour transformer le bâtiment administratif et en faire un espace collaboratif permettant d'accueillir des projets d'entreprises, notamment les lauréats du concours Agri&Co Challenge. Le Conseil d'Etat entend développer ce site en exploitant le potentiel d'innovation des entreprises fribourgeoises existantes. Deux volets complémentaires viennent compléter cette stratégie: la recherche, le conseil et la formation d'une part, avec notamment le développement, autour de l'Institut Agricole de Grangeneuve (IAG) et de l'Agroscope, du campus Grangeneuve, avec lequel le site de Saint-Aubin sera appelé à collaborer; le tourisme d'autre part, avec des projets visant à renforcer l'image des produits du terroir et utilisant les traditions alimentaires

comme vecteur de développement touristique. Le développement du site de Saint-Aubin est conditionné par son plan d'affectation cantonal qui sera mis à l'enquête en 2019. Des investissements complémentaires sont en cours d'étude, qui devraient offrir sur le site une infrastructure performante pour des projets de recherche et d'innovation dans le domaine agroalimentaire, tels que laboratoires ou serre expérimentale, mais également pour des projets industriels.

En parallèle des autres mesures contenues dans le volet économique du plan directeur cantonal en matière d'infrastructures, le Gouvernement poursuit sa politique foncière active. En vue de contribuer à la réalisation de projets d'importance cantonale, il entend acquérir et valoriser, en collaboration avec les communes, agglomérations et régions, des terrains répondant aux besoins des entreprises, nouvelles ou existantes. C'est dans cette optique qu'un Fonds de politique foncière active a été créé et doté de 100 millions de francs par le Grand Conseil en mai 2017, qui a permis d'acquérir pour 21 millions de francs le site industriel de TetraPak à Romont (70 351 m²) et pour 20 millions de francs les actifs immobiliers du groupe Elanco à Saint-Aubin (cf. supra) et Marly (150 000 m² de terrains en zone d'activité).

Le projet de loi sur la politique foncière active (LPFA), qui sera traité prochainement par le Grand Conseil, prévoit la création d'un Etablissement cantonal de promotion foncière (ECPF). Cet établissement autonome de droit public sera chargé de la gestion des sites et sera rattaché administrativement à la DEE et soumis à un mandat de prestations de l'Etat.

2.3.3. Formation

Corrélativement, le Gouvernement compte poursuivre les efforts qu'il a engagés jusqu'à présent en faveur d'une formation de qualité au service de l'économie, s'agissant en particulier de la formation professionnelle. Pour répondre aux besoins spécifiques des entreprises, une troisième classe en section informatique sera notamment ouverte à l'Ecole des Métiers Fribourg à la rentrée 2019. Au niveau tertiaire, les moyens consentis par l'Etat à la HES-SO//FR ont sensiblement augmenté au cours des derniers exercices comptables. Outre garantir les missions de formation de base et de formation continue et répondre ainsi aux besoins du marché de l'emploi, ces moyens servent également à financer les activités de recherche appliquée menées au sein des hautes écoles spécialisées fribourgeoises, en plus de celles liées au site de blueFACTORY, qui peuvent être orientées en fonction des besoins des entreprises et valorisées ensuite par leur transfert vers la pratique. A noter que cet aspect sera traité dans le cadre du rapport 2016-DEE-77 relatif au postulat 2016-GC-77 Berset Solange, Mesot Roland – Création d'un fonds de recherche appliquée et de développement destiné à nos

hautes écoles spécialisées HES, qui sera soumis au Grand Conseil en 2019.

2.3.4. Mesures de soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat

Le Conseil d'Etat a également défini dans son programme gouvernemental (chapitre 1.2.) les mesures qu'il entendait implémenter pour favoriser le développement du tissu économique cantonal et l'implantation de nouvelles entreprises. Il vise là-aussi à renforcer le potentiel d'innovation existant et à accroître la compétitivité cantonale dans un contexte international en rapide mutation. La loi révisée sur la promotion économique (LPEC) est entrée en vigueur en octobre 2018 et permet d'adapter les instruments de soutien aux entreprises aux nouvelles réalités du marché et de les intensifier. Aussi, en termes de soutien à l'innovation, les aides à fonds perdus destinées aux entreprises industrielles, et en particulier aux PME, ont été renforcées pour encourager le développement de nouveaux produits et processus. La révision a également permis de pérenniser et de renforcer les mesures de soutien aux entreprises en création, en particulier les prêts d'amorçage et le capital-risque destinés aux start-up. En termes de soutien à l'investissement dans les entreprises industrielles, un cautionnement cantonal a été créé afin de positionner sur le marché de manière durable les PME disposant d'un projet d'investissement innovant. Aussi, pour la période 2019–2022, un crédit supplémentaire de 5,1 millions de francs destiné à soutenir les nouvelles entreprises, y compris dans leur phase de création, a été accepté par le Grand Conseil.

Enfin, l'amélioration de la compétitivité du canton passe également par l'implémentation du programme de Nouvelle politique régionale (NPR). Celui-ci permet à la fois le renforcement de la collaboration intercantonale à des fins de promotion économique, dans le cadre des plateformes portées par la CDEP-SO, de la Région Capitale Suisse, ou encore des programmes Interreg notamment, ainsi que le soutien à des projets innovants, via les associations Fri Up et Innosquare (gestion de clusters et centres de compétences) également. Dans le cadre du programme de mise en œuvre de la NPR 2016–2019, le budget pour la période prévoit un engagement à fonds perdus du canton de l'ordre de 6,02 millions de francs pour des projets collaboratifs et thématiques relevant de l'innovation d'affaires, de l'innovation territoriale et de l'innovation touristique, ainsi que 2,2 millions de francs pour des projets inter-cantonaux ou transfrontaliers. Le programme de mise en œuvre de la NPR 2020–2023 devrait permettre d'orienter les investissements en termes de soutien à l'innovation et à l'entrepreneuriat selon des axes stratégiques de compétitivité bien définis (agroalimentaire, ancrage numérique, smart territory), selon un budget similaire à ce qui a été consenti pour la période 2016–2019, qui sera soumis au Grand Conseil dans le courant du 2^e semestre 2019.

2.4. Outils financiers envisagés par le Conseil d'Etat afin d'améliorer la compétitivité cantonale et mesurer les objectifs présentés dans le plan financier 2018–2021 et utilisation éventuelle d'un mécanisme du type du filtre Hodrick-Prescott

Il convient d'abord de préciser que le filtre HP est un outil d'analyse et non pas un outil de politique d'investissements. La question n'en demeure pas moins pertinente de savoir si la politique d'investissements pourrait être améliorée grâce à la mise à disposition de résultats lissés sur l'évolution de la compétitivité, par extraction de l'évolution tendancielle et isolation des fluctuations conjoncturelles. Suivant la proposition formulée en réponse à la question 2, l'indicateur privilégié de la compétitivité d'une économie est le produit intérieur brut par emploi équivalent plein temps (PIB/EPT).

S'agissant du numérateur de ce quotient, soit le PIB, des données relatives au canton de Fribourg existent depuis 1982, fournies d'abord par le BAK Basel, puis par l'institut CREA à Lausanne. Ce n'est que depuis 2008 que ces données sont calculées et fournies par l'OFS. Avant 2008, les estimations fournies par les instituts privés se basaient sur des méthodes dites «top down», consistant à répartir le PIB national sur les cantons en fonction de clés de répartition essentiellement fondées sur les nombres d'emplois et sur des hypothèses en matière de productivité des différentes branches économiques, chaque institut ayant à cet égard sa propre méthode. Utiliser les résultats issus de ces méthodes pour calculer des productivités présente par conséquent des risques de raisonnements circulaires confondant résultats et hypothèses. Au final, seuls les PIB cantonaux calculés depuis 2008 par l'OFS, partiellement selon des méthodes «bottom up», seraient éligibles pour produire des estimations fiables de la productivité moyenne des économies des cantons.

Concernant le dénominateur du quotient, soit le nombre d'EPT, la reconstitution de séries chronologiques cohérentes est également très problématique. Les recensements fédéraux des entreprises ont d'abord eu lieu tous les 10 ans entre 1955 et 1985, puis à intervalles de 3 à 4 ans jusqu'en 2008. Dès 2011, ils ont été remplacés par l'enquête annuelle STATENT, dont les méthodes et même les définitions sont sensiblement différentes. De plus, depuis 2015, l'OFS a changé sa façon de calculer les EPT. La statistique trimestrielle fédérale de l'emploi (STATEM) permettrait de disposer de séries plus longues, mais elle ne livre pas de résultats par canton, sauf mandat de densification de l'échantillon aux frais du canton, ce qui n'est pas le cas de Fribourg. Ainsi, seules deux années de données comparables sont en principe disponibles sans autre adaptation pour une analyse longitudinale.

En résumé, le Conseil d'Etat est d'avis que l'utilisation d'un filtre Hodrick-Prescott ou de quelque autre méthode d'ex-

traction de la tendance ne serait pas applicable à l'analyse longitudinale de la productivité du canton, cela pour des raisons de disponibilité de séries chronologiques cohérentes suffisamment longues. Cela dit, le Service de la statistique, qui applique déjà des méthodes de correction des variations saisonnières (X13-ARIMA-SEATS) à certaines séries sur le chômage, examinera si, de façon générale, la diffusion de résultats statistiques lissés permettrait de faciliter la compréhension et l'interprétation de phénomènes soumis à des fluctuations cycliques, notamment conjoncturelles.

3. Conclusion

La présente réponse permet de mettre en lumière les éléments demandés par les auteurs du postulat. Fort de ce qui précède, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il dispose actuellement des outils nécessaires afin de piloter sa politique de soutien à la compétitivité du canton.

Le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à prendre acte de ce rapport.



Bericht 2019-DEE-17

14. Mai 2019

**des Staatsrats an den Grossen Rat
zum Postulat 2018-GC-179 Moussa Elias/Gapany Johanna – Wirtschaftliche
Gesundheit des Kantons: die Wettbewerbsfähigkeit auf dem Spiel**

Wir unterbreiten Ihnen einen Bericht als direkte Folge auf das Postulat von Grossrat Elias Moussa und Grossrätin Johanna Gapany über die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons mit dem folgenden Inhalt:

1. Einleitung	8
<hr/>	
2. Antwort des Staatsrats	8
2.1. Vergleich der BIP-Wachstumsraten mit den anderen Schweizer Kantonen	8
2.2. Begriff der «Wettbewerbsfähigkeit» nach dem Verständnis des Staatsrats und Instrumente zu deren Messung	9
2.3. Finanzielle Möglichkeiten des Staatsrats zur Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit des Kantons	11
2.3.1. Besteuerung	11
2.3.2. Infrastrukturen	12
2.3.3. Ausbildung	12
2.3.4. Massnahmen zur Innovations- und Geschäftsförderung	13
2.4. Die vom Staatsrat vorgesehen finanziellen Instrumente, um die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons zu verbessern und die im Finanzplan 2018–2021 gesetzten Ziele eventuell unter Anwendung eines Mechanismus wie dem Hodrick-Prescott-Filter zu messen	13
<hr/>	
3. Schluss	14

1. Einleitung

Mit dem am 17. Dezember 2018 eingereichten und begründeten Postulat verlangen Grossrat Elias Moussa und Grossrätin Johanna Gapany vom Staatsrat, dass er die Lage des Kantons in Bezug auf die Wettbewerbsfähigkeit klärt, seine Investitionspolitik darlegt und Wege aufzeigt, die es ermöglichen, die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons zu stärken.

Mit diesem Postulat wird verlangt, dass ein Bericht aufgestellt wird, der Auskunft zu den folgenden Punkten gibt:

1. Vergleich der BIP-Wachstumsraten mit den anderen Schweizer Kantonen;
2. Begriff der «Wettbewerbsfähigkeit» nach dem Verständnis des Staatsrats und Instrumente zu deren Messung;
3. Finanzielle Möglichkeiten des Staatsrats zur Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit des Kantons (basierend auf den drei Pfeilern: Steuern, Bildung, Infrastrukturen);
4. Die vom Staatsrat vorgesehen finanziellen Instrumente, um die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons zu verbessern und die im Finanzplan 2018–2021 gesetzten Ziele eventuell unter Anwendung eines Mechanismus wie dem Hodrick-Prescott-Filter zu messen.

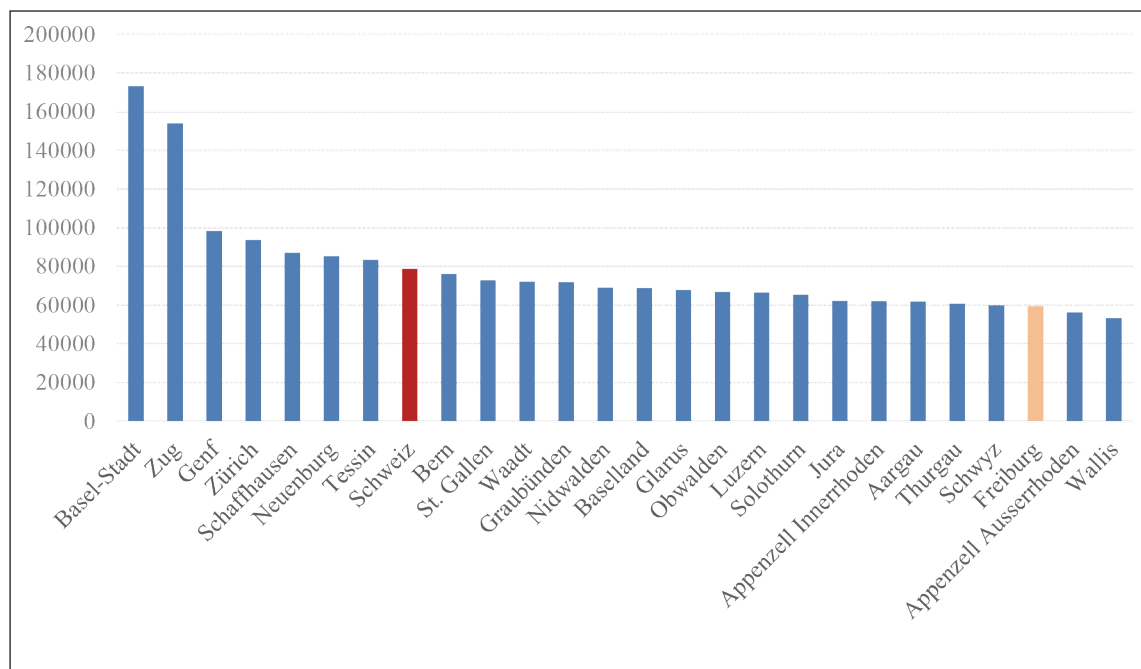
2. Antwort des Staatsrats

Der Staatsrat verfügt über ausreichend Informationen, um das Postulat direkt zu beantworten.

2.1. Vergleich der BIP-Wachstumsraten mit den anderen Schweizer Kantonen

Für den interkantonalen Vergleich wird das BIP pro Kopf herangezogen. Wie aus Abbildung 1 hervorgeht, befand sich der Kanton Freiburg gemäss den neusten Daten im Jahr 2016 auf Rang 23. Dieses Bild muss aber relativiert werden. Der Kanton Freiburg weist nämlich im Vergleich zu den anderen Kantonen ein starkes Bevölkerungswachstum auf, das auf das Resultat drückt, da der Wert des BIP durch die Anzahl Einwohner geteilt wird. Es gilt deshalb, die wirtschaftliche Leistungsfähigkeit des Kantons anhand zuverlässiger Indikatoren zu schätzen, deren Wahl stark davon abhängt, was man unter «wirtschaftlicher Wettbewerbsfähigkeit» versteht. Folglich stellen die Verfasser des Postulats zurecht die Frage, was der Staatsrat unter «Wettbewerbsfähigkeit» versteht.

Abb. 1: BIP/Einwohner der Schweizer Kantone (in CHF, zu laufenden Preisen, 2016)



Quelle: Amt für Statistik des Kantons Freiburg, gestützt auf die Daten des BFS (2019).

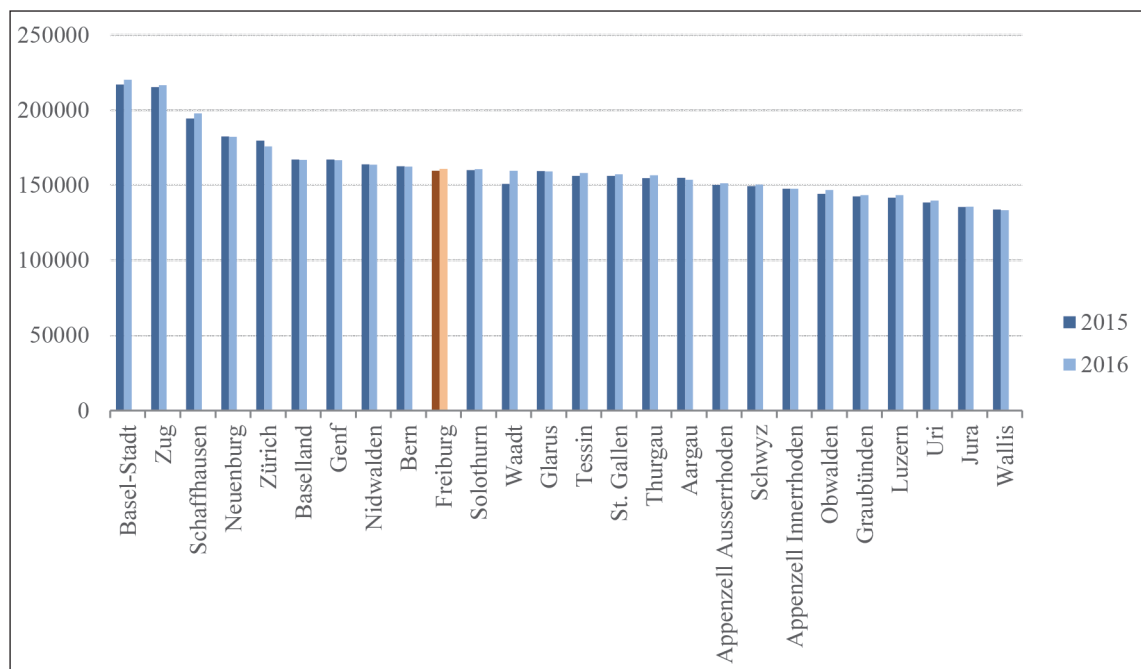
2.2. Begriff der «Wettbewerbsfähigkeit» nach dem Verständnis des Staatsrats und Instrumente zu deren Messung

Nach der Definition von Prof. Michael Porter von der Harvard Universität (USA), einem weltweit anerkannten Spezialisten für Wettbewerbsfähigkeit, ist ein Land oder eine Region wettbewerbsfähig, wenn die Unternehmen durch die örtliche und/oder ausländische Konkurrenz eine hohe und zunehmende Produktivität aufweisen und gleichzeitig den Lebensstandard der Bevölkerung erhalten und verbessern (Michael Porter, 2013).¹ Das Weltwirtschaftsforum (WEF) bestätigt diese Definition mit den folgenden Worten: «Wir definieren Wettbewerbsfähigkeit als ein Set von Institutionen, Strategien und Faktoren, die den Produktivitätsgrad einer Volkswirtschaft beeinflussen, der seinerseits den Grad des Wohlstands bestimmt, den eine Volkswirtschaft erreichen kann» (eigene Übersetzung) (WEF, 2016, S. 4).² Die Produktivität der Unternehmen schöpft Wert, der sich im Einkommen eines Gebiets widerspiegelt, das mit dem BIP gemessen wird. Das BIP pro Vollzeitäquivalent (BIP/VZÄ) der Schweizer Kantone stellt einen guten Ansatz dar, um die Produktivität der Kantone zu schätzen und miteinander zu vergleichen (Abb. 2). Im Jahr 2015 befand sich der Kanton Freiburg auf dem 12. Rang und damit vor den Kantonen Waadt, Jura und Wallis. 2015 und 2016 hat sich das BIP/VZÄ des Kantons um 0.86% verbessert, so dass er auf den 10. Rang vorgerückt ist.

¹ https://www.hbs.edu/faculty/Publication%20Files/2013-1024---ICIC_Economic_Summit---Michael_Porter_b2c4d06f-c383-4a4f-a87b-7258301814b3.pdf

² WEF, Global Competitiveness Report 2016–2017, Geneva, 2016, p.4

Abb. 2: BIP/Vollzeitäquivalent der Schweizer Kantone (in CHF, zu laufenden Preisen, 2015 und 2016)



Quelle: Amt für Statistik des Kantons Freiburg, gestützt auf die Daten des BFS (2019).

Hinweise: Formel für die Berechnung der Wachstumsrate $(E_T - E_{T-1})/E_{T-1}$; p: die Daten für 2016 sind provisorisch; die Klassifizierung der Wirtschaftszweige und Industrien richtet sich nach der Nomenklatur NOGA 2008; die Definition der Branchen und Industrien richtet sich nach jener des BFS.

Bezüglich der zusätzlichen Instrumente zur Messung der wirtschaftlichen Leistungsfähigkeit verfügt der Staatsrat namentlich über die Resultate, die das Forschungszentrum für Wettbewerbsfähigkeit der Universität Freiburg regelmässig herausgibt. Die wichtigsten Indikatoren neben dem BIP pro Kopf sind der Mehrwert pro Arbeitsplatz, die Zunahme der Beschäftigung, die Patente und die Unternehmensgründungen.

In Bezug auf die Beschäftigungsentwicklung, ein Thema das stets einen hohen Rang auf dem Sorgenbarometer einnimmt, zeigt eine jüngst herausgegebene Studie des Forschungszentrums für Wettbewerbsfähigkeit der Universität Freiburg, dass die Beschäftigung im Kanton Freiburg im Zeitraum 2011–2016 (Daten des BFS aus dem Jahr 2019) stetig zugenommen hat und über dem Landesdurchschnitt liegt (Tabellen 1 und 2).

Tabelle 1: Wachstumsrate pro Wirtschaftszweig und für das verarbeitende Gewerbe in der Schweiz (2011–2016p)

Schweiz	2011–2012	2012–2013	2013–2014	2014–2015	2015–2016p
Primärsektor	-1,47%	-1,64%	0,14%	-1,11%	-1,28%
Sekundärsektor	0,30%	0,45%	0,19%	-1,17%	-0,94%
Verarb. Gewerbe	-0,26%	-0,17%	-0,43%	-1,86%	-1,47%
Tertiärsektor	1,36%	1,63%	1,66%	1,25%	1,40%
Total	1,02%	1,25%	1,29%	0,65%	0,82%

Quelle: Forschungszentrum für Wettbewerbsfähigkeit gestützt auf die Daten des BFS (2019).

Tabelle 2: Wachstumsrate pro Wirtschaftszweig und für das verarbeitende Gewerbe im Kanton Freiburg (2011–2016p)

Kanton Freiburg	2011–2012	2012–2013	2013–2014	2014–2015	2015–2016p
Primärsektor	-0,19%	-0,53%	-0,09%	-0,43%	-1,80%
Sekundärsektor	0,95%	1,94%	1,53%	-1,01%	1,27%
Verarb. Gewerbe	-0,16%	0,99%	0,61%	-1,70%	0,03%
Tertiärsektor	1,77%	2,43%	2,24%	1,57%	1,13%
Total	1,43%	2,12%	1,92%	0,79%	0,99%

Quelle: Forschungszentrum für Wettbewerbsfähigkeit gestützt auf die Daten des BFS (2019).

Hinweise: Formel für die Berechnung der Wachstumsrate $(E_T - E_{T-1})/E_{T-1}$; p: die Daten für 2016 sind provisorisch; die Klassifizierung der Wirtschaftszweige und Industrien richtet sich nach der Nomenklatur NOGA 2008; die Definition der Branchen und Industrien richtet sich nach jener des BFS.

Im verarbeitenden Gewerbe, das aufgrund der Befürchtungen einer Deindustrialisierung der Schweizer Wirtschaft besonders beobachtet wird, kann festgestellt werden, dass der Kanton Freiburg über den gesamten Zeitraum betrachtet keine nennenswerte Abnahme der Beschäftigung verzeichnet. Dies steht im Gegensatz zum Landesdurchschnitt, der jedes Jahr eine Abnahme verzeichnet hat.

Hinsichtlich der neu geschaffenen Unternehmen, die einen Indikator für die Dynamik eines Gebiets darstellen, zeigen die seit 2018 verfügbaren Daten des BFS für das Jahr 2015, dass der Kanton Freiburg bei der Anzahl geschaffener Unternehmen pro 1000 Vollzeitäquivalente einen höheren Wert erreicht als der Schweizer Durchschnitt. Auch im Vergleich zu den Westschweizer Kantonen mit Ausnahme des Kantons Waadt weist er ein höheres Resultat auf.

Wie die Verfasser des Postulats erwähnen, ist die Innovation der wichtigste Faktor für die Wettbewerbsfähigkeit. Gemäss den Daten der OECD (2018) stützen sich die neusten Informationen auf die Patentanträge aus dem Jahr 2013. Wird die Anzahl Patentanträge pro 1000 Vollzeitäquivalente anhand des Wohnorts der Erfinder betrachtet, liegt der Kanton Freiburg auf Rang 15. Wird die Anzahl Patentanträge pro 1000 Vollzeitäquivalente anhand des Orts des Antragstellers (es handelt sich dabei hauptsächlich um Unternehmen) betrachtet, liegt der Kanton Freiburg auf Rang 7. Somit reichen die im Kanton Freiburg niedergelassenen Unternehmen eine bedeutende Zahl von Patentanträgen ein.

Angesichts dieser Resultate kann nicht auf eine Abnahme der Wettbewerbsfähigkeit des Kantons Freiburg geschlossen werden. Doch wie die Verfasser des Postulats darlegen, muss die Wirtschaftsstruktur des Kantons gestärkt werden, um die Innovation und die Wertschöpfung zu steigern und dies insbesondere im Rahmen der Veränderungen, die mit der Digitalisierung der Wirtschaft einhergehen. Der Staatsrat will die Qualität des territorialen Kapitals des Kantons steigern, um die ansässigen Unternehmen zu fördern, die Gründung neuer Unternehmen anzuregen und Unternehmen aus anderen Kantonen oder aus dem Ausland anzuziehen. Diese wirtschaftspolitische Ausrichtung ist hauptsäch-

lich mikroökonomischer Art und konzentriert sich auf die Wirtschaftsstrukturen (insbesondere die Infrastrukturen) und die Wirtschaftsakteure (Unternehmen, Forschungsinstitute, Hochschulen usw.). Es wird darauf hingewiesen, dass die Strategie hinsichtlich der Ansiedlung von Unternehmen im Bericht 2017-DEE-78 zum Postulat 2016-GC-12 Fellmann Sabrina und Dietrich Laurent, «Globale und koordinierte Wirtschaftsstrategie, insbesondere in Bezug auf die Niederlassung von Unternehmen im Kanton Freiburg», behandelt wird.

2.3. Finanzielle Möglichkeiten des Staatsrats zur Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit des Kantons

Der Staatsrat hat im Regierungsprogramm und Finanzplan zur Legislaturperiode 2017–2021 (Kapitel 1.1.) die Massnahmen festgelegt, die er umsetzen will, um die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons gemäss der oben beschriebenen wirtschaftspolitischen Ausrichtung zu fördern.

2.3.1. Besteuerung

Der Staatsrat beabsichtigt, die Entwicklung der bestehenden Unternehmen und insbesondere der KMU sowie die Ansiedlung neuer Unternehmen dank einer geeigneten Besteuerung zu fördern. Das Gesetz über die Umsetzung der Steuerreform, das im Zusammenhang mit der STAF (Steuerreform und AHV-Finanzierung auf Bundesebene) steht, wurde vom Grossen Rat am 13. Dezember 2018 verabschiedet. Dieses Gesetz soll unseren Kanton mit attraktiven Rahmenbedingungen auf nationaler und internationaler Ebene ausstatten. Die Strategie basiert hauptsächlich auf einer bedeutenden Senkung der Unternehmensgewinnsteuer und strebt einen effektiven Steuersatz von 13,72% an. Im interkantonalen Vergleich liegt diese Quote des Kantons auf Rang 16. Die Unterschiede zwischen den Kantonen sind jedoch sehr klein. Die Unternehmen und insbesondere die KMU können zusätzliche Abzüge für Forschung und Entwicklung geltend machen. Dies soll sie zum Innovieren anspornen. Dem ist anzufügen, dass diese Steuerreform durch soziale Massnahmen und

Ausgleichsmassnahmen zugunsten der Gemeinden begleitet werden, damit sie die Steuereinsparnisse abfedern können, mit denen sie in den ersten Jahren der Reform konfrontiert sein werden. Das Freiburger Stimmvolk wird über die Vorlage abstimmen, nachdem das Referendum gegen das Gesetz zustande gekommen ist.

2.3.2. Infrastrukturen

Neben der Unternehmenssteuerreform möchte der Staatsrat die Dienstleistungen für Unternehmen verstärken. Insbesondere die Hochschulen sollen den Unternehmen Leistungen anbieten, die es ihnen erlauben, sich auf neuen Märkten besser zu positionieren. Mit diesem Ziel vor Augen wurden besondere Investitionen in die Infrastrukturen von blueFACTORY und für thematische Technologieplattformen (inhaltliche Projekte) auf dem Gelände (SLL, SICHH, BCC und Innosquare) zugesichert. Der kantonale Nutzungsplan, der einen Betrieb des Standorts als Innovationsquartier vorsieht, ist 2018 in Kraft getreten. Er soll die Entwicklung von Partnerschaften mit der Privatwirtschaft und den Wissenstransfer hin zu den Unternehmen ermöglichen. Der Grosse Rat hat 2018 den Kredit für den Bau des Experimentalgebäudes smart living building (SLB) genehmigt, das für das Forschungs- und Entwicklungszentrum für das Wohnen der Zukunft smart living lab (SLL) bestimmt ist. Um dessen künftige Entwicklung nicht zu behindern, hat der Staatsrat einer Vergrößerung dieses Experimentalgebäudes um 1000 m² im Vergleich zum ursprünglichen Projekt zugestimmt und beschlossen, fünf Millionen Franken zusätzlich dafür bereitzustellen. Im Rahmen der Vereinbarung mit der ETH-Lausanne wurde deshalb vorgesehen, dass der für die Realisierung des Projekts bereitgestellte Betrag von 20 auf 25 Millionen Franken aufgestockt wird. Das SLB ermöglicht es, die im SLL entwickelten Konzepte und Technologien anzuwenden. Die Experimente können von den Forschenden des SLL, die von der HES-SO//FR, der Universität Freiburg und der ETH Lausanne stammen, aber auch von privaten Partnern angestossen werden.

Der Staatsrat hat auch seine Förderstrategie im Lebensmittelbereich festgelegt, indem er eine Führungsstruktur aufgestellt hat, an der die VWD, die ILFD, die RUBD und eine mit der Entwicklung dieses Bereichs beauftragte Arbeitsgruppe beteiligt sind. Im März 2017 hat der Staat das Gelände der Firma Elanco in Saint-Aubin mit einer Fläche von 277 000 m² in der Arbeitszone und einer Fläche von 986 000 m² in der Landwirtschaftszone erworben. Im Jahr 2019 wurde eine Investition von 1,7 Millionen Franken in dieses Gelände genehmigt, um das Verwaltungsgebäude umzubauen und daraus einen Ort der Zusammenarbeit zu machen, der es erlaubt, Unternehmensprojekte und insbesondere die Gewinner des Agri&Co Challenge aufzunehmen. Der Staatsrat möchte diesen Standort entwickeln, um das Innovationspotenzial der Freiburger Unternehmen zu nut-

zen. Zur Unterstützung dieser Strategie wird die Forschung, Beratung und Ausbildung insbesondere mit der Entwicklung des Campus von Grangeneuve gestärkt, der das Landwirtschaftliche Institut Grangeneuve (LIG) und das Agroscope umfasst und mit dem der Standort von Saint-Aubin zusammenarbeiten wird. In Ergänzung der Strategie im Lebensmittelbereich sollen touristische Projekte das Image der regionalen Produkte stärken und die kulinarischen Traditionen für die touristische Entwicklung nutzen. Die Entwicklung des Standorts von Saint-Aubin richtet sich nach dem kantonalen Nutzungsplan, der 2019 öffentlich aufgelegt wird. Zusätzliche Investitionen werden zurzeit geprüft, die es erlauben würden, auf dem Gelände leistungsfähige Infrastrukturen wie etwa Labors oder Treibhäuser für Forschungsprojekte und Innovationen im Lebensmittelbereich, aber auch für Industrieprojekte anzubieten.

Zusätzlich zu den auf die Wirtschaft ausgerichteten Infrastrukturmassnahmen des kantonalen Richtplans setzt der Staatsrat seine aktive Bodenpolitik fort. Um einen Beitrag an die Umsetzung von Projekten von kantonalen Bedeutung zu leisten, will er zusammen mit den Gemeinden, Agglomerationen und Regionen Grundstücke kaufen, die die Bedürfnisse der neuen und bestehenden Unternehmen decken. Zu diesem Zweck hat der Grosse Rat einen Fonds für die aktive Bodenpolitik errichtet und im Mai 2017 mit 100 Millionen Franken ausgestattet. Dank diesem Fonds konnten das Industriegelände von TetraPak in Romont für 21 Millionen Franken (70 351 m²) und die Grundstücke der Elanco-Gruppe in Saint-Aubin (vgl. weiter oben) und Marly (150 000 m² in der Arbeitszone) für 20 Millionen Franken erworben werden.

Der Staatsrat hat einen Gesetzesentwurf über die aktive Bodenpolitik (ABPG) ausgearbeitet, der demnächst vom Grossen Rat behandelt wird und der die Errichtung einer kantonalen Anstalt für die aktive Bodenpolitik (KAAB) vorsieht. Diese selbstständige öffentlich-rechtliche Anstalt wird mit der Verwaltung der Grundstücke beauftragt. Sie wird administrativ der VWD angegliedert sein und einen Leistungsauftrag des Staats erhalten.

2.3.3. Ausbildung

Ebenfalls in diesem Zusammenhang will der Staatsrat seine bisherigen Anstrengungen zugunsten einer qualitativ hochstehenden Ausbildung zugunsten der Wirtschaft fortsetzen und zwar insbesondere auf dem Gebiet der Berufsbildung. Um auf die spezifischen Bedürfnisse der Unternehmen einzugehen, wird die Berufsfachschule Freiburg auf den Schulbeginn 2019 namentlich eine dritte Klasse in Informatik eröffnen. Was die Tertiärstufe betrifft, hat der Staat der HES-SO//FR in den letzten Rechnungsjahren deutlich mehr Mittel zur Verfügung gestellt. Diese Mittel dienen nicht nur dazu, die FH-Aufträge im Bereich der Grund- und Weiter-

bildung zu erfüllen und so die Nachfrage auf dem Arbeitsmarkt zu decken, sondern sie dienen auch zur Finanzierung der anwendungsorientierten Forschung an den Freiburger Fachhochschulen zusätzlich zur Forschungstätigkeit auf dem blueFACTORY-Gelände. Die Forschungstätigkeit kann auf die Bedürfnisse der Unternehmen ausgerichtet werden und die Ergebnisse können danach dank Praxistransfer gewinnbringend genutzt werden. Dieser Aspekt wird im Übrigen im Bericht 2016-VWD-77 zum Postulat 2016-GC-77 Berset Solange, Mesot Roland – Schaffung eines Fonds für anwendungsorientierte Forschung und Entwicklung für unsere Fachhochschulen (FH) – behandelt, der dem Grossen Rat 2019 vorgelegt wird.

2.3.4. Massnahmen zur Innovations- und Geschäftsförderung

Der Staatsrat hat ferner in seinem Regierungsprogramm (Kapitel 1.2.) die Massnahmen festgelegt, die er umsetzen will, um die wirtschaftliche Entwicklung des Kantons und die Ansiedlung neuer Unternehmen zu fördern. Auch hier zielt er darauf ab, die bestehende Innovationskraft zu stärken und die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons in einem internationalen Umfeld, das sich rasch verändert, zu steigern. Mit der Revision des Gesetzes über die Wirtschaftsförderung (WFG), die im Oktober 2018 in Kraft getreten ist, wurden die Instrumente zur Unterstützung der Unternehmen an die heutige Marktlage angepasst und verstärkt. Für die der Innovationsförderung wurden die A-fonds-perdu-Beiträge für Industrieunternehmen und insbesondere für KMU verstärkt, um sie dazu anzuspornen, neue Produkte und Prozesse zu entwickeln. Die Revision hat es ebenfalls erlaubt, die Fördermassnahmen für Unternehmen in der Gründungsphase zu festigen und zu verstärken und zwar insbesondere die Seed-Darlehen und das Risikokapital für Start-ups. Was die Investitionsförderung für Industrieunternehmen betrifft, so wurde eine kantonale Bürgschaft geschaffen, damit sich KMU mit einem innovativen Investitionsvorhaben dauerhaft auf dem Markt positionieren können. Für die Jahre 2019 bis 2022 hat der Grosse Rat ferner einen Nachtragskredit von 5,1 Millionen Franken zur Unterstützung von Jungunternehmen einschliesslich der Gründungsphase genehmigt.

Auch die Umsetzung der neuen Regionalpolitik (NRP) leistet einen Beitrag an die Steigerung der Wettbewerbsfähigkeit des Kantons. Die NRP ermöglicht es, die interkantonale Zusammenarbeit zum Zweck der Wirtschaftsförderung zu stärken und zwar hauptsächlich im Rahmen der Plattformen der VDK-WS, der Hauptstadtregion Schweiz oder der Interreg-Programme. Die NRP unterstützt auch innovative Projekte über die Vereine Fri Up und Innosquare (Management der Cluster und Kompetenzzentren). Im Budget zum Umsetzungsprogramm der NRP 2016–2019 ist vorgesehen, dass der Kanton A-fonds-perdu-Beiträge in der Höhe von 6,02 Millionen Franken

für gemeinsame und thematische Projekte in den Bereichen Geschäftsinnovation, territoriale Innovation und touristische Innovation sowie 2,2 Millionen Franken für interkantonale und grenzüberschreitende Projekte bereitstellt. Das Umsetzungsprogramm der NRP 2020–2023 sollte es ermöglichen, gestützt auf klar definierte Wettbewerbsstrategien (Lebensmittelsektor, Digitalisierung, Smart Territory) in die Innovations- und Geschäftsförderung zu investieren, wobei das Budget ähnlich ausfallen wird wie jenes für den Zeitraum 2016–2019. Dieses Umsetzungsprogramm wird im zweiten Halbjahr 2019 dem Grossen Rat vorgelegt.

2.4. Die vom Staatsrat vorgesehen finanziellen Instrumente, um die Wettbewerbsfähigkeit des Kantons zu verbessern und die im Finanzplan 2018–2021 gesetzten Ziele eventuell unter Anwendung eines Mechanismus wie dem Hodrick-Prescott-Filter zu messen

Als Erstes ist zu erwähnen, dass der HP-Filter ein Analyse-Tool und kein Instrument für die Investitionspolitik ist. Die Frage ist dennoch berechtigt, ob die Investitionspolitik verbessert werden kann, wenn geglättete Resultate über die Entwicklung der Wettbewerbsfähigkeit vorliegen, indem der Trend von den konjunkturellen Schwankungen getrennt wird. Wird dem Vorschlag auf die 2. Frage gefolgt, dann muss das Bruttoinlandsprodukt pro Vollzeitäquivalent (BIP/VZÄ) als Indikator für die Wettbewerbsfähigkeit einer Volkswirtschaft herangezogen werden.

Für den Zähler dieses Quotienten, das heisst das BIP, existieren die Daten zum Kanton Freiburg bereits seit 1982. Sie wurden erst durch das BAK Basel und später durch das Institut CREA in Lausanne geliefert. Erst seit 2008 werden diese Daten durch das BFS berechnet und zur Verfügung gestellt. Vor 2008 stützten sich die Schätzungen der Konjunkturforschungsinstitute auf Top-Down-Methoden, die darin bestanden, das nationale BIP auf die Kantone zu verteilen. Der angewendete Verteilschlüssel stützte sich dabei auf die Zahl der Arbeitsplätze und auf Hypothesen über die Produktivität der verschiedenen Wirtschaftszweige, wobei jedes Institut diesbezüglich seine eigenen Methoden anwendete. Werden die Resultate dieser Methoden verwendet, um die Produktivität zu berechnen, besteht folglich das Risiko eines Zirkelschlusses, da die Resultate bereits auf einer Hypothese der Produktivität basieren. Letzten Endes wären nur die kantonalen BIP, die das BFS seit 2008 teilweise nach der Bottom-Up-Methode berechnet, brauchbar, um eine zuverlässige Schätzung der durchschnittlichen Produktivität der kantonalen Wirtschaften aufzustellen.

Was den Nenner des Quotienten betrifft, nämlich die Anzahl VZÄ, ist die Rekonstruktion von konsistenten Zeitreihen ebenfalls sehr problematisch. Die Betriebszählungen des

Bundes fanden von 1955 bis 1985 alle zehn Jahre statt, dann bis ins Jahr 2008 alle drei bis vier Jahre. Ab 2011 wurden sie durch die jährliche Statistik der Unternehmensstruktur STATENT ersetzt, die jedoch auf anderen Methoden und Definitionen basiert. Zudem berechnet das BFS seit 2015 die VZÄ auf eine neue Weise. Die vierteljährliche Beschäftigungsstatistik des Bundes (BESTA) würde es zwar ermöglichen, über längere Zeitreihen zu verfügen, die Resultate sind aber nicht nach Kantonen aufgeteilt, ausser es wird eine Erhöhung der Stichprobe finanziert, was aber beim Kanton Freiburg nicht der Fall ist. Somit erstrecken sich die verfügbaren Daten, die ohne weitere Anpassung für eine Querschnittuntersuchung verwendet werden können, nur über zwei Jahre.

Zusammenfassend ist der Staatsrat der Meinung, dass der Hodrick-Prescott-Filter oder eine andere Methode zur Bestimmung eines Trends für eine Querschnittuntersuchung der Produktivität des Kantons nicht anwendbar ist, da keine ausreichend langen und konsistenten Zeitreihen existieren. Dies vorausgeschickt, wird das Amt für Statistik, das bereits Methoden zum Ausgleich von saisonalen Schwankungen (X13-ARIMA-SEATS) auf bestimmte Zeitreihen zur Arbeitslosigkeit verwendet, prüfen, ob die Lieferung von geglätteten statistischen Resultaten es ermöglicht, Erscheinungen, die zyklischen und namentlich konjunkturellen Schwankungen ausgesetzt sind, besser zu verstehen und zu interpretieren.

3. Schluss

Die vorliegende Antwort liefert alle von den Verfassern des Postulats verlangten Angaben. Deshalb ist der Staatsrat der Meinung, dass er zurzeit über alle nötigen Instrumente verfügt, um seine Politik zur Förderung des Wettbewerbs im Kanton zu verfolgen.

Abschliessend bittet der Staatsrat den Grossen Rat, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.
